

1. Principaux résultats

Le processus d'unification européenne constitue un projet unique au monde qui est actuellement confronté à de nombreux défis sur le plan international et mondial, comme les mouvements migratoires ou le changement climatique. Dans ce contexte, tous les citoyens des États membres de l'Union européenne étaient invités à participer, entre mai et octobre 2018, à des **dialogues citoyens sur l'avenir de l'Europe**. En Allemagne, le gouvernement fédéral et ses partenaires au sein de la société civile, le Mouvement européen – Allemagne et l'Association allemande des universités populaires, ont cherché les échanges directs et personnels avec les citoyens dans le cadre de ces dialogues. L'objectif était de mieux connaître le point de vue et l'avis de la population au sujet de l'Europe et de permettre aux citoyens d'exprimer leurs appréhensions, leurs souhaits et leurs critiques. Instrument de participation citoyenne directe, ces dialogues fournissent ainsi des suggestions tant pour l'Union européenne que pour l'orientation future de la politique européenne du gouvernement fédéral. En tout, environ 120 dialogues ont été organisés en Allemagne entre mai et octobre 2018. L'essentiel du contenu de ces réunions a été documenté par les organisateurs sous forme de protocoles. Les participants avaient également la possibilité de noter leur point de vue personnel sur l'Europe dans des questionnaires anonymes. Ces derniers constituent avec les protocoles la base de l'évaluation et de l'analyse du processus de dialogue présentées ci-dessous.

Il ressort clairement des protocoles et des réponses des participants que ces derniers **souhaitent vivement que l'intégration et la coopération européennes soient renforcées** face aux défis politiques et sociaux actuels. Ce constat fondamental correspond aux résultats d'un sondage représentatif Eurobaromètre mené par la Commission européenne en mai dernier et selon lequel 79 pour cent des Allemands sont satisfaits de l'appartenance à l'Union européenne, un niveau historique¹. Sur la grande majorité des thèmes abordés concernant l'avenir de l'Europe, les participants affirment que les aspects positifs de l'Europe l'emportent sur les inconvénients. La **politique migratoire et des réfugiés** constitue notamment une exception : sur ce point, les remarques critiques prédominent largement, tout comme le désir d'une intervention rapide de l'Europe. Cela vaut également, dans une moindre mesure toutefois, pour la politique environnementale et climatique, elle aussi ciblée par les critiques, et pour la politique agricole de l'UE. Les aspects négatifs et les critiques ne constituent cependant pas un rejet fondamental de l'Europe en elle-même mais ont principalement pour objectif de remédier à ses faiblesses et de la renforcer pour l'avenir.

Perception des sujets politiques

Les thèmes et les aspects appartenant à la catégorie **politique et sécurité intérieures** font pour la plupart l'objet d'une association positive à l'UE : les participants apprécient tout particulièrement l'ouverture des frontières intérieures de l'UE, notamment lorsque celle-ci permet la liberté de circulation et le transport transfrontalier de voyageurs et de marchandises au quotidien. Les participants aux dialogues organisés dans des régions frontalières ont clairement indiqué profiter des avantages de la coopération transfrontalière des entreprises et des administrations. Aussi, les souhaits de changement exprimés par certains visent surtout à proposer des solutions pour préserver la libre circulation face à la réintroduction de contrôles aux frontières au cours de la crise des réfugiés. Parallèlement, compte tenu des changements actuels de la situation sécuritaire en Europe, le souhait de voir davantage de coopération européenne pour **lutter contre la criminalité**

¹ Voir <http://www.europarl.europa.eu/germany/de/presse-veranstaltungen/eurobarometer-mai-2018> (consulté le 05.10.2018)
© Kantar Public 2018

et le terrorisme a été très souvent exprimé, la priorité étant donnée au renforcement de la coopération de la police et des services de renseignements. Au sujet de la politique et de la sécurité intérieures, les commentaires positifs sur l'Europe sont clairement plus nombreux que ceux exprimant une nécessité d'action urgente. Le souhait de voir l'Europe intervenir davantage dans ce secteur est (par conséquent) moins marqué ici que dans la plupart des autres domaines politiques.

Du point de vue de la politique étrangère et de sécurité, l'Europe est très appréciée en tant que **projet de paix unique au monde**. Selon les participants, l'espace économique et monétaire commun ainsi que le dialogue et les échanges institutionnalisés entre les États membres y contribuent largement. Face au succès de l'Europe comme projet de paix, de nombreuses personnes souhaitent clairement un renforcement de la **politique étrangère et de sécurité commune** de l'Union européenne. Il est également reconnu que sur le plan international, l'Union européenne pèse davantage en matière de politique étrangère et de sécurité que chacun de ses États membres à lui seul. En conséquence, la majorité souhaite que l'Europe fasse preuve d'unité et de concertation face aux États tiers, particulièrement à l'égard des grandes puissances mondiales comme les États-Unis, la Russie et la Chine. Dans ce contexte, la création d'une armée européenne commune capable d'offrir plus d'indépendance à l'Europe a aussi été abordée. Toujours au sujet de la politique étrangère et de sécurité, les participants ont également réclamé la sécurisation des frontières extérieures de l'UE ainsi qu'une meilleure protection contre la criminalité et le terrorisme. Concernant l'influence et la responsabilité de l'Europe dans les conflits armés hors de l'UE, les participants ont souligné la nécessité d'intervenir, réclamant des mesures concrètes telles que la limitation des exportations d'armes ainsi qu'une extension de l'aide humanitaire. Globalement, les aspects positifs de l'UE sont clairement majoritaires concernant la politique étrangère et de sécurité. En même temps, plus que toute autre catégorie, ce domaine est associé au souhait d'une intégration européenne renforcée.

Dans le domaine de la **l'éducation**, ce sont surtout les programmes d'échange favorisant l'apprentissage et les études dans d'autres pays européens, ERASMUS et ERASMUS+, qui sont associés de manière positive à l'Europe. Les participants ont insisté sur l'apprentissage des langues étrangères et sur l'expérience des rencontres interculturelles que ces programmes permettent aux jeunes de vivre. Ils ont salué l'accès a priori simple et égalitaire aux différentes possibilités de formation en Europe ainsi que l'harmonisation européenne des diplômes (licence/master). Quelques personnes ont aussi évoqué les projets transfrontaliers de recherche ainsi que le transfert de connaissances à travers l'Europe. C'est surtout pour créer des normes en matière de formation ainsi qu'un meilleur accès à l'éducation que l'on estime que l'Europe doit intervenir, ces objectifs devant être atteints en augmentant les subventions destinées au financement des études et des séjours à l'étranger. De plus, des mesures pour améliorer la reconnaissance des éducateurs et des enseignants, une diversification des enseignements offerts ainsi que davantage d'investissements dans le secteur de l'éducation ont été suggérés. Les aspects positifs de la politique d'enseignement ont prévalu dans le cadre des dialogues citoyens. Cependant, la nécessité d'effectuer des réformes est presque aussi souvent mentionnée, en particulier dans les questionnaires, indiquant clairement une volonté de consolider les efforts d'intégration européenne dans ce domaine.

Concernant les questions culturelles et religieuses, ce sont en particulier la **diversité culturelle et linguistique** ainsi que les **possibilités d'échanges culturels** qui sont spécialement appréciés et considérées comme des caractéristiques positives de l'Europe. De plus, les valeurs communes à toute l'Europe, le patrimoine culturel et les idéaux communs, comme la solidarité, sont très souvent évoqués comme des aspects positifs de l'Europe. Quelques personnes affirment qu'une identité européenne commune existe déjà. Cependant, un plus grand nombre évoque la nécessité de créer ou de renforcer cette identité européenne commune. Dans ce contexte, il a été proposé entre autres d'introduire un jour férié européen commun, une langue officielle commune et d'harmoniser le paysage politique et médiatique. Or, selon les participants, ce genre de mesures ne doit en aucun cas conduire à la perte des particularités culturelles des pays membres. De plus, on souhaite l'extension des possibilités d'échanges culturels, notamment en-dehors du secteur

scolaire et universitaire. Au regard de la diversité religieuse, une large ouverture d'esprit à l'égard de toutes les religions du monde ainsi qu'une séparation stricte de l'Église et de l'État ont été exigées. Dans l'ensemble, les aspects positifs nommés dans ce secteur prévalent clairement sur le désir de changement. Le souhait de voir l'Europe intervenir davantage dans les questions culturelles est aussi largement exprimé que dans le cas de la politique en matière d'enseignement.

Dans le domaine de la politique économique, ce sont surtout l'existence et les effets du marché commun de l'UE qui sont considérés comme un succès de l'intégration européenne. Il a souvent été souligné que l'espace économique européen commun constitue, en particulier face à la concurrence internationale, un vrai contrepoids par rapport aux grandes puissances mondiales. Le clair souhait de plus d'initiative européenne dans ce domaine est surtout lié à la **perception d'un déséquilibre économique au sein de la communauté**. On estime donc que l'Union devrait intervenir en conséquence, aussi bien concernant le soutien aux États membres les plus faibles qu'un examen plus rigoureux de l'aptitude économique des candidats à l'adhésion. Il s'agit ici, du point de vue de l'Allemagne, de limiter la délocalisation des entreprises dans les pays de l'UE structurellement plus faibles au niveau économique. L'existence de subventions à l'export de l'Union européenne (au détriment des pays en voie de développement) a été souvent critiquée, tout comme la manière dont sont menées les négociations des accords de libre-échange TAFTA et CETA. On déplore surtout le manque de transparence sur ces questions. Au-delà de ces critiques concrètes, les participants ont aussi posé des questions de fond sur **l'orientation de la politique économique**. De nombreuses personnes exigent que l'économie soit menée sous une forme plus durable en accordant une place de choix à la protection de l'environnement et à des considérations sociales. L'analyse quantitative montre que concernant les questions de la politique économique, les aspects positifs de l'Europe sont surtout mentionnés. Cependant, les appels à intervenir sont aussi largement exprimés. Les avis sont partagés en ce qui concerne une l'opportunité d'une intervention plus importante de l'Europe dans la politique économique.

Dans le domaine de la **politique financière et monétaire**, l'introduction de la **monnaie unique, l'euro**, ainsi que l'existence de la BCE en tant qu'organe indépendant sont particulièrement mis en évidence comme des points positifs. Seules quelques voix isolées ont aussi évoqué l'uniformisation au niveau européen du paiement par virement (procédé SEPA). Le souhait appuyé de voir l'Europe intervenir davantage dans les affaires fiscales est surtout exprimé en rapport avec la création d'un système fiscal unifié dans toute l'Europe. Une **harmonisation de la politique fiscale** devrait contribuer à faire baisser l'évasion fiscale, à harmoniser les conditions économiques générales et les normes sociales et à mieux réguler les marchés financiers. Dans ce contexte, la politique menée pendant la crise financière et bancaire européenne a fortement été critiquée et le souhait de voir les pays en crise traités de manière plus solidaire a été exprimé. En ce qui concerne l'euro en tant que monnaie unique, certaines personnes ont mentionné les lacunes au moment de son introduction : au niveau politique, il s'agissait des différences de puissance économique entre les États ayant adopté l'euro ; sur le plan personnel, il était question de certaines pertes individuelles de valeur. Toutefois, c'est surtout la politique actuelle de taux zéro de la Banque centrale européenne qui est critiquée, car elle contribuerait à déposséder les épargnants allemands. Dans l'ensemble, les aspects positifs de l'Europe dans le domaine de la politique financière et économique prévalent clairement, même si on entend presque autant de critiques et d'appels à agir au sujet de la politique économique.

Dans le domaine du droit et de la justice, l'Europe est tout d'abord considérée comme un **garant de l'État de droit** : les États de l'UE sont principalement appréciés en raison de l'observation de la séparation des pouvoirs et des droits fondamentaux, pour leur respect de la constitution ou de la Loi fondamentale, pour la démocratie, le droit de vote ainsi que pour la liberté d'expression et la liberté de la presse. De plus, il a souvent été indiqué que les dispositions européennes ont contribué à renforcer les droits des individus. Dans ce contexte, on cite notamment la consolidation de la législation en matière de protection des consommateurs. Selon de nombreux participants, l'Union européenne doit par contre agir en ce qui concerne la défense de la constitutionnalité et du contrôle de son application dans tous les États membres sans exception. La **violation des droits fondamentaux et des libertés individuelles dans certains États membres** a été critiquée et il a

été exigé que les droits de l'homme soient aussi respectés à l'égard des réfugiés. On estime souvent que l'Europe doit aussi intervenir pour harmoniser davantage les dispositions légales : concrètement, la politique migratoire et des réfugiés, la réglementation de la protection sociale, les dispositions sur la politique des transports ainsi que les mesures de protection de l'environnement et du climat ont été particulièrement évoqués. Quelques voix réclament aussi dans ce contexte le durcissement des menaces pénales. Des critiques sont en outre exprimées à l'égard de certains règlements européens qui visent à renforcer les droits des individus à la protection : ici, il est fait expressément référence au Règlement général sur la protection des données, qui selon le point de vue de quelques personnes, conduit à imposer des exigences trop importantes aux citoyens ordinaires et dont l'efficacité est remise en cause. Dans l'ensemble, les aspects positifs de l'Europe dans le domaine du droit et de la justice prévalent encore légèrement sur les appels à agir. Le souhait d'une intégration européenne renforcée est semblable à celui clairement exprimé dans les domaines de la politique en matière d'enseignement et de la politique financière.

Concernant les questions de la politique de l'emploi et la politique sociale, la **libre circulation des travailleurs en vigueur dans l'ensemble de l'Europe** ainsi que les opportunités et les perspectives de carrière offertes par le marché du travail européen sont considérées comme des éléments positifs de l'UE. Sans rapport direct avec l'Europe, l'estime dont jouissent les professions à qualification homologuées ainsi que le salaire minimum en vigueur en Allemagne a été rappelée de façon positive. Par contre, la grande concurrence intereuropéenne sur le marché du travail allemand a été largement critiquée, car elle est considérée comme la cause des délocalisations de certaines entreprises vers d'autres pays de l'UE et du dumping social. Par conséquent, on estime qu'il y a urgence à agir pour créer des normes uniformisées de salaires minimums dans l'ensemble de l'Europe. En outre, une lutte plus efficace contre le chômage des jeunes dans certains pays européens ainsi qu'une reconnaissance des diplômes professionnels dans toute l'Europe ont été exigées. La pénurie de main d'œuvre qualifiée et l'immigration de la main d'œuvre ainsi que la transition numérique dans le monde du travail n'ont été évoquées que rarement en tant que défis pour l'Europe. Dans le secteur social, c'est surtout la **prospérité matérielle** qui est citée comme une conséquence positive de l'intégration européenne et les **acquis du système allemand de protection sociale** (indemnités de chômage, assurance maladie et retraite) qui sont évoqués par les participants comme étant des exemples dans le contexte européen. Par contre, des critiques ont été exprimées particulièrement au sujet des écarts de richesse au sein de l'Europe, y compris les différentes conditions de travail dans les États membres et les différents systèmes nationaux de protection sociale. En conséquence, certains ont exigé une harmonisation des systèmes et des normes de protection sociale au sein de l'Union européenne. Outre l'harmonisation des normes sociales, il a souvent été question de l'urgence à prendre des mesures pour lutter contre la pauvreté ou au moins de permettre à tous de participer à la vie en société : dans ce contexte, le souhait de voir un engagement plus fort pour des salaires justes, mais aussi pour plus de reconnaissance et d'intégration sociales a été formulé. Dans l'ensemble, la proportion d'évocations positives et d'appels à intervenir est à peu près équivalente dans le domaine du travail et du social. Cependant, on ne peut manquer de remarquer que les participants souhaitent que plus de solutions soient trouvées à l'échelle européenne.

Dans le domaine de la **transition numérique**, de nombreuses personnes voient dans l'abandon des frais d'itinérance au sein de l'Europe un succès palpable de l'UE en leur faveur. Les mesures de suivi de la transition numérique sur le marché du travail au niveau européen ont été uniquement remarquées par un nombre assez restreint de personnes. Les avis convergent sur le fait qu'il faut intervenir d'urgence au niveau du **développement de l'infrastructure numérique**. Les objectifs formulés sont surtout un accès à Internet généralisé à l'échelle de l'Europe entière et une meilleure harmonisation des réseaux et des frais de téléphonie mobile. Quelques voix isolées réclament aussi des mesures en ce qui concerne la **transition numérique dans le monde du travail**, la lutte contre la cybercriminalité et l'utilisation de techniques modernes dans le cadre de processus démocratiques (*participation des citoyens sur Internet*). En comparaison à d'autres thèmes, ce sujet a joué un rôle secondaire dans les dialogues et les questionnaires correspondants. Il semble donc que la mention d'aspects positifs de l'Europe dans ce domaine durant les rencontres ne soit

pas représentative. Cependant, on s'aperçoit – même si cela se base sur peu de données – que les participants souhaitent plus de coordination européenne dans ce domaine.

En ce qui concerne ***l'approvisionnement et la mobilité***, ce sont principalement les infrastructures transfrontalières dans les secteurs de l'approvisionnement en électricité et de la mobilité qui sont évoquées. On parle aussi en termes positifs de l'approvisionnement garanti en eau potable et en produits alimentaires au sein de l'Union européenne. Dans ce contexte, on cite spécialement la stabilité des prix et la grande diversité de produits alimentaires. Quelques personnes mentionnent aussi l'existence de programmes européens de subventions pour développer l'infrastructure dans les régions défavorisées. Par contre, il est souhaité que l'Europe intervienne en ce qui concerne le ***développement d'une stratégie européenne commune de mobilité*** : sur ce point, il est exigé que des alternatives au moteur à combustion soient trouvées et que le réseau de transports en commun soit étendu pour le trafic régional et les grandes lignes, et qu'un système de péage uniformisé soit mis en place. Il est indiqué que l'Europe doit aussi prendre des mesures en ce qui concerne ***l'avenir de l'approvisionnement énergétique*** : ici, on cite particulièrement l'arrêt de la production d'électricité par le charbon. Les sujets traitant de l'approvisionnement et de la mobilité ont plutôt rarement été discutés. Les aspects négatifs ont été à peu près aussi souvent évoqués que les aspects positifs. L'avis des participants sur le fait de savoir si l'Europe doit intervenir davantage ou non est partagé. Comme pour le secteur de la transition numérique, la pression pour faire intervenir l'Europe n'est pas particulièrement forte quand on considère le nombre de fois où ces sujets ont été évoqués.

Dans le domaine de la protection de l'environnement et du climat, l'UE est félicitée surtout pour ***l'existence d'objectifs communs de protection de l'environnement et du climat ainsi que pour les normes de protection de l'environnement et du climat uniformisées au niveau européen***, sans que ceux-ci soient cependant abordés plus en détails. Quelques rares personnes se réjouissent du fait que les prescriptions de protection du climat émanant de l'Union européenne viennent corriger la politique allemande. Néanmoins, la plupart des personnes indiquent qu'il y a un besoin urgent d'un engagement plus important en faveur de la protection de l'environnement et du climat. Dans ce contexte, une réduction des émissions de gaz à effet de serre, des meilleures mesures de recyclage, plus de protection des animaux ainsi qu'une réduction des émissions de substances toxiques et des émissions polluantes sont entre autres expressément évoquées. À ce sujet, certains réclament une coopération considérablement renforcée des États européens sous forme de dispositions plus sévères au sein de l'Union européenne. Les mesures pour ***réduire les émissions de CO₂*** ont une importance centrale pour les participants. Il est estimé que l'Europe doit intervenir dans le secteur de la mobilité (*problématique des gaz d'échappement*), de la production d'énergie (*sortie de la production d'électricité par le charbon*) et à l'encontre des industries polluantes. Les aspects du climat et de l'environnement n'ont pas occupé une place importante durant les dialogues ni dans les réactions exprimées dans les questionnaires. La perception des points positifs et négatifs s'équilibre sur ce point. Cependant, on a insisté spécialement (comme en ce qui concerne les secteurs de l'enseignement ou du droit et de la justice) sur la nécessité de s'engager plus sérieusement ensemble au niveau européen en faveur de la protection de l'environnement et du climat.

Dans le domaine de la ***politique de santé***, c'est l'existence d'une assurance-santé sûre et ordonnée qui est appréciée en général – et probablement en référence au système allemand de santé. Seules quelques voix isolées évoquent les standards européens dans le domaine de l'hygiène et de la santé, la carte européenne d'assurance maladie ainsi que la vente légale de drogues douces aux Pays-Bas comme des points positifs apportés par l'Europe. Par contre, on considère que l'Europe doit prendre des mesures essentiellement au niveau d'une ***harmonisation des systèmes de santé***. Dans ce contexte, c'est surtout une harmonisation des prestations de service et des cotisations des assurances sociales qui est demandée. Quelques personnes réclament une intervention plus énergique à l'échelle européenne pour lutter contre la consommation d'alcool, de tabac et de drogues, et l'adoption de normes européennes pour la fabrication et la vente de médicaments. Parallèlement et sans rapport direct avec l'UE, la

revalorisation des métiers des soignants, de plus grands investissements dans le secteur des soins, la fin d'une médecine à deux vitesses et la limitation de l'obligation de faire des économies dans le domaine de la santé ont été la plupart du temps évoquées. Tout cela souligne la grande importance de ce sujet pour la population. Dans l'ensemble, les sujets en rapport avec la santé et les soins n'ont joué qu'un rôle mineur dans les dialogues citoyens. Les perceptions positives et négatives s'équilibrent dans ce domaine. En raison du nombre restreint de fois où ce sujet a été évoqué et parce que le rapport avec l'Europe n'était pas toujours avéré, il n'est pas possible de définir statistiquement si les citoyens souhaitent ou non une intervention renforcée de l'Europe dans ce secteur.

Dans le domaine de la **politique agricole**, on trouve comme mention positive – et ceci une unique fois – l'exigence d'étiquetage des organismes génétiquement modifiés imposée dans toute l'Europe. On considère par contre que l'Europe doit prendre des mesures en ce qui concerne le futur système de subventions agricoles de l'Union européenne. Dans ce contexte, c'est surtout une réduction des subventions qui est réclamée, mais aussi parfois une **réorientation de la politique agricole** qui respecterait davantage les aspects de la durabilité. En outre, on exige que l'agriculture écologique soit plus encouragée sous forme d'une baisse de l'utilisation d'engrais, du renoncement au glyphosate et au génie génétique, ainsi qu'un abandon de l'élevage intensif. Dans des cas isolés et plutôt dans les régions rurales, le besoin d'une réduction des prescriptions et dispositions européennes dans le domaine de la politique agricole a été évoqué. Le sujet a occupé très peu de place dans les rencontres et n'a été que rarement mentionné dans les questionnaires. Et cependant, à un niveau très bas, les effets négatifs sont plus souvent mentionnés que les effets positifs et le souhait de voir plus d'initiative de la part de l'Europe est prépondérant.

Dans le domaine de la **politique migratoire et de la politique à l'égard des réfugiés**, il y a peu de réactions positives et elles restent la plupart du temps exprimées en termes généraux quant à la volonté de l'Europe, ou de certains États pris isolément, d'accueillir et d'aider les réfugiés. Le plus souvent, le fait que l'Europe manque d'humanité, d'empathie et de solidarité dans sa manière de traiter les réfugiés a été critiqué. L'appel à la nécessité de s'entendre en premier lieu sur une **politique commune à toute l'Europe à l'égard des réfugiés, empreinte de solidarité et d'équité de la répartition** et qui prend aussi en compte la lutte contre les raisons de l'exode, a été lancé. Il a été parfois demandé, au regard de ce qu'il se passe en Allemagne, de mettre en place des mesures pour mieux intégrer les réfugiés. Pour ce faire, c'est surtout un meilleur accès à la formation et à l'emploi qui est réclamé. De manière toute aussi sporadique, il a été question, en relation avec la discussion au sujet de l'immigration de main-d'œuvre qualifiée et de la rédaction d'une loi sur l'immigration, des possibilités légales d'immigrer. Mais des **sentiments de peur à l'égard de l'immigration** ont aussi été en partie évoqués et des appréhensions au sujet d'une immigration incontrôlée en raison de la protection insuffisante des frontières extérieures de l'Union européenne ont été exprimées. Un traitement beaucoup plus restrictif ou plutôt le renvoi systématique des réfugiés n'est cependant exigé que par quelques rares personnes. La politique d'immigration et la politique à l'égard des réfugiés de l'Union européenne constituent les seuls secteurs de la politique où les évaluations négatives et les appels au changement sont largement majoritaires. De plus, le souhait de voir les États européens coopérer de manière plus étroite dans ce secteur est très marqué.

Perception des valeurs morales

Dans le cadre des dialogues citoyens, il apparaît clairement que pour les participants, l'Europe, ou plutôt l'Union européenne, ne constitue pas uniquement une communauté politique, mais doit être considérée comme une communauté de valeurs.

Aucun autre sujet n'est associé de manière aussi positive à l'Europe par les participants aux rencontres que la garantie des **libertés fondamentales individuelles**. Ce sont surtout la liberté de circulation au sein de l'espace Schengen, mais aussi les aspects de la libre circulation, comme le

droit des citoyens européens de vivre et de travailler partout en Europe, qui sont mentionnés. Les droits fondamentaux comme la liberté d'expression et la liberté de la presse sont évoqués parfois comme des acquis positifs de l'Union européenne. Des souhaits de changement en relation avec les libertés individuelles ne sont que rarement avancés. Et quand ils le sont, ils visent en partie à les étendre, comme par exemple l'introduction d'un passeport européen ; néanmoins au regard des événements dans certains États membres de l'Europe orientale, il est aussi en partie exigé qu'on fasse mieux respecter les normes contraignantes et démocratiques de l'État de droit ainsi que la liberté d'expression et la liberté de la presse. Seules quelques voix critiquent l'excédent de liberté que constituent les frontières ouvertes – une porte d'entrée pour l'immigration et la criminalité. Le rapport entre les évaluations négatives et positives ne montre pour aucun autre sujet une manière si positive de voir l'Europe. Au regard de cette manière de voir les choses, on exige en comparaison rarement (encore) plus d'Europe dans ces domaines. On demande moins d'intervention de l'Europe sur le plan des libertés individuelles dans peu de cas.

En ce qui concerne l'**équité**, c'est surtout l'**action solidaire** des États membres entre eux qui est considérée comme un point positif pour l'Europe. À l'inverse, l'absence trop marquée du principe européen de solidarité est encore plus souvent critiquée. Cela est valable tant pour la solidarité entre les États membres de l'UE que pour la solidarité avec les pays tiers. En particulier au regard de la politique d'immigration et la politique à l'égard des réfugiés, on constate souvent un trop grand **manque d'équité**, en particulier en ce qui concerne la répartition des réfugiés à l'intérieur de l'Europe. Les participants pensent de surcroît souvent que l'Europe devrait intervenir davantage pour créer plus de justice sociale : dans ce contexte, on indique qu'il y a des déséquilibres sociaux au sein de l'UE et on demande une plus grande égalité des chances – notamment en ce qui concerne les perspectives en matière d'éducation. Quelques voix évoquent aussi le manque d'équité en ce qui concerne la **répartition des subventions (agricoles) et des coûts** liés à la sauvegarde de l'euro. Au regard des aspects de l'égalité des droits, l'égalité professionnelle et salariale entre les hommes et les femmes a été parfois abordée. Dans l'ensemble, la mention des aspects négatifs prédomine clairement. Néanmoins, l'avis général est que la solution se trouve dans davantage d'intégration européenne.

Au regard des aspects de l'**égalité**, les questions de l'harmonisation des conditions de vie et de travail au sein de l'Europe sont évoquées positivement dans quelques cas isolés. Dans ce contexte, on renvoie à des standards, règles et normes internationaux unifiés et on thématise **l'harmonisation des règlements et des structures** qui facilitent la vie et le travail transfrontaliers. Quelques-uns évoquent aussi comme un élément positif de l'UE le fait que dans un monde globalisé, l'UE est perçue par les pays tiers comme une entité unie et l'euro est considéré comme une monnaie unifiée et unique. Cependant, l'Union devrait intervenir particulièrement en ce qui concerne **l'harmonisation** plus grande de toute une série de questions politiques : la politique financière et fiscale, le droit et la justice, la santé, la politique énergétique et environnementale, l'équipement militaire, la politique sociale ainsi que l'harmonisation des diplômes scolaires et professionnels sont évoqués. Cependant, des soucis quant à **l'uniformisation au sein de l'Europe** et la perte de la diversité culturelle, sociale, politique et économique sont aussi exprimés. Dans ce contexte, des « normalisations » et des standardisations superflues ont fait l'objet de critiques. L'égalité est le plus souvent évoquée dans un sens négatif en relation avec un appel à plus d'égalité sociale : les participants réclament une plus grande harmonisation des conditions de vie et de travail, des salaires et des retraites, mais aussi des voix électorales et des chances d'accès à la formation. Dans l'ensemble, la valeur « égalité » est majoritairement associée à des aspects négatifs de l'Europe ou plutôt à la nécessité pour l'Europe d'agir plus dans ce secteur. En ce qui concerne la question de savoir si en relation avec les aspects de l'égalité, on a besoin de plus ou de moins d'intervention de l'Europe, les avis sont partagés.

Dans le cadre des dialogues, l'ouverture a été souvent mentionnée comme mot-clé en relation avec les termes de paix, de liberté et de démocratie ou compris comme une **ouverture au monde et une ouverture culturelle**. Dans ce contexte, l'abandon des préjugés et plus de tolérance et de compréhension sont exigés. Certains rappellent que l'ouverture des frontières est une condition à

l'échange culturel et que les États membres de l'UE sont capables de coopérer entre eux. Par contre, des besoins de changement sont vus prioritairement dans le **renforcement de la transparence des processus de décisions politiques** – par exemple en ce qui concerne les négociations de libre-échange – ou sur l'influence du lobbyisme, et en partie associés à un appel à plus d'information, de transferts de connaissance et de participation des citoyens. Dans l'ensemble, en ce qui concerne les questions de l'ouverture et de la transparence, les aspects positifs de l'Europe et les appels à intervenir s'équilibrent. Sur ce point, quelques personnes voudraient obtenir davantage de solutions à l'échelle européenne.

Des perceptions positives dans le domaine du **respect et de la tolérance** se réfèrent majoritairement à une tolérance (ressentie comme) forte à l'égard des minorités et de ceux qui pensent autrement en Europe. À ceci s'ajoute particulièrement **l'estime portée aux valeurs fondamentales** comme la démocratie, la paix, la liberté ou la diversité. En partie, on voit cependant un besoin de changement en ce qui concerne **un plus haut niveau de tolérance dans la société**. Quelques personnes demandent une plus grande estime de la société pour l'Europe, mais aussi pour le travail des responsables politiques et du Parlement européen. Certaines rares personnes exigent aussi de l'État qu'il ait plus d'égard pour les États membres (économiquement) plus faibles. On indique ici qu'il faut rechercher un équilibre entre plus d'empathie et de respect d'une part et une trop grande tolérance d'autre part – surtout envers les États autocratiques. Dans l'ensemble, les appels à intervenir dans le domaine des valeurs de respect et de tolérance sont plus souvent évoqués que les aspects positifs de l'Europe. Certains espèrent ici obtenir plus de solutions au niveau européen.

Perception de la conception institutionnelle

À côté des questions politiques concrètes et des valeurs, les questions de la conception institutionnelle ont joué un grand rôle dans le cadre des dialogues citoyens.

En référence directe à **l'Union européenne**, plusieurs acquis concrets, comme l'ouverture des frontières et la liberté de circulation, la libre circulation des travailleurs, les possibilités d'échange dans le domaine de l'éducation, le marché unique, la monnaie commune, la garantie des libertés fondamentales ou l'Europe comme un projet de paix, sont très appréciés par les participants. En conséquence, une majorité voit un **avantage** dans le fait que l'Allemagne soit **membre de l'UE**. L'existence de normes et de standards communs à toute l'Europe est évoquée aussi de nombreuses fois de façon positive. Quelques personnes apprécient les institutions européennes en tant que plateforme d'échange et de dialogue entre les États membres et indiquent la légitimation démocratique du Parlement européen. Il est estimé que des changements sont nécessaires en particulier pour **obtenir plus d'estime et d'engouement pour l'Union européenne**. Dans ce contexte, les participants demandent plus d'information politique et de partage de connaissances. De plus, de nombreux participants se prononcent en faveur d'une plus grande intégration européenne et d'une meilleure collaboration sur certaines questions politiques : en détail, des aspects de la politique extérieure et de la politique de sécurité, du domaine du travail et du social, de la politique migratoire et de la politique à l'égard des réfugiés, de la politique de protection de l'environnement et du climat, du domaine du droit et de la justice ainsi que de la politique en matière d'éducation sont évoqués. Certains souhaitent une lutte renforcée contre les tendances séparatistes au sein de l'UE. De plus, la « **bureaucratie bruxelloise** », ainsi qu'un **déficit de démocratie** ressenti au niveau de l'Union européenne font l'objet de critiques.

Les souhaits de voir un changement se produire visent en premier lieu tant une forte réduction du caractère bureaucratique de l'UE que l'abandon du principe d'unanimité au profit de décisions prises à la majorité. Souvent le fait que l'Union européenne a un problème d'image est relevé. Dans ce contexte, on réclame souvent plus de transparence et de proximité avec les citoyens. Dans l'ensemble, les aspects positifs et les appels au changement s'équilibrent quasiment ; cependant une grande majorité souhaite renforcer l'intégration européenne.

En référence au système politique de l'Europe, on fait d'une part l'éloge de ***l'existence d'une démocratie vivante*** avec les possibilités correspondantes de participation et des consultations citoyennes. Quelques voix honorent aussi dans ce contexte – même si cela n'a pas de rapport direct avec l'Europe – le rôle de l'Allemagne au sein de l'ONU et ses efforts pour obtenir un siège au Conseil de sécurité. D'un autre côté, les besoins de changement, particulièrement en ce qui concerne les questions de la démocratie et de la participation citoyenne, ne passent pas inaperçus. On indique notamment que la démocratie n'est pas une évidence et qu'il serait souhaitable d'avoir plus de participation à la politique sous la forme de ***plus de démocratie directe*** – par exemple sous la forme de vote populaire au niveau européen. D'autres exigences concernent la ***déréglementation*** et une baisse de la régulation, ressentie comme trop importante au niveau européen, ainsi que ***l'extension des pouvoirs du Parlement européen***. Dans ce contexte, le renforcement du Parlement par rapport au Conseil, la perception d'impôts européens et le vote de la Commission par le Parlement européen ont été évoqués. De plus, une plus grande transparence au niveau du travail du Parlement est souhaitée par beaucoup. Les questions de la configuration politique sont toutes beaucoup plus souvent associées à des appels au changement qu'aux aspects positifs de l'Europe. En ce qui concerne le fait de savoir si l'Europe doit plus intervenir ou non dans le système politique, les avis sont par contre partagés.

Lors des dialogues citoyens, il a été souvent discuté de ce que l'on pouvait entreprendre contre la ***montée en puissance du populisme*** en Europe – en particulier face à la constatation que les gouvernements populistes de certains États membres bloquent de plus en plus souvent certains processus au niveau de l'ensemble de l'Europe. Néanmoins, des stratégies concrètes ont rarement été évoquées et les propositions se sont uniquement cantonnées à un appel au travail de formation politique et d'information. Assez souvent, on s'est contenté d'indiquer qu'il était important de combattre le racisme et la xénophobie. Dans l'ensemble, ce sujet a été évoqué dans les discussions presque uniquement comme un effet négatif de l'Europe. On souhaite aussi plus d'initiative de la part de l'ensemble de l'Europe sur ce sujet.

Calendrier politique de la société

Les résultats du dialogue du gouvernement fédéral avec les citoyens sur l'avenir de l'Europe donnent des renseignements sur la façon dont les ceux-ci vivent l'Europe au quotidien, quel rôle l'Europe joue pour l'Allemagne selon eux et quel devrait être selon eux l'avenir de l'Europe. Les avis et les points de vue exprimés à cette occasion ne doivent cependant pas être analysés sans prendre en compte les événements politiques actuels, mais doivent être replacés dans leur contexte, c'est-à-dire le calendrier politique de la société – qui est aussi influencé par la couverture médiatique des événements politiques. Une comparaison des contenus des dialogues citoyens avec les résultats de « l'arrêt sur image »² de l'Office de presse et d'information du gouvernement fédéral effectué à cet effet montre que dans le contexte politique des dialogues citoyens, on a insisté sur les acquis particuliers de l'Union européenne, tandis que dans le contexte du sondage « arrêt sur image », ceux-ci ne ressortent pas car ils sont considérés comme allant de soi.

En classifiant un certain nombre de résultats de ce dialogue du gouvernement fédéral avec les citoyens sur l'avenir de l'Europe, il faut prendre en considération qu'en raison des limites du groupe cible qui y a participé (*uniquement les participants aux rencontres*) et leurs particularités sociodémographiques (*surreprésentation de jeunes participants, de personnes éduquées et des*

² Le sondage de l'Office de presse et d'information du gouvernement fédéral « arrêt sur image » est un sondage représentatif CATI effectué toutes les semaines depuis 2006, au cours duquel environ 1 000 personnes germanophones âgées de plus de treize ans sont interrogées de manière ouverte – c'est à dire sans que des réponses leurs soient proposées – pour savoir quel sujet de la politique, de l'économie et de la société les a le plus préoccupé durant les jours passés.

habitants des Länder est-allemands), ils ne peuvent pas prétendre être représentatifs pour l'ensemble de la population allemande, mais qu'ils doivent au contraire être évalués comme des idées provenant de certains groupes de population.

Résumé de l'approche méthodologique

Comme le matériel textuel est relativement important (73 protocoles de résultats et 1 244 questionnaires remplis) et qu'il se présente sous une forme uniquement semi-structurée (en majorité des textes de réponses ouvertes à des questions-clés), l'évaluation a été effectuée en utilisant l'extraction de connaissances (Text mining), une analyse du contenu assistée par ordinateur et automatisée. Ce processus garantit un degré élevé d'objectivité et de transparence scientifiques. Dans le cadre de l'extraction de connaissances, les textes ont été, dans un premier temps, préparés pour la suite de l'analyse (corrections orthographiques, recherche de radicaux, suppression des mots sans signification, identification des concepts exprimés en plusieurs termes, formation de termes génériques). Dans un deuxième temps, chaque mot de ces textes a été – grâce à des réseaux artificiels de neurones – intégré dans le réseau de mots d'un axe contextuel et on lui a attribué des vecteurs de mots qui représentent le noyau sémantique de mots. Ces vecteurs de mots ont été ensuite utilisés pour identifier des groupes de sujets/catégories grâce à un procédé de partitionnement des données (clustering). Ces groupuscules ont formé le point de départ de la déduction d'un schéma de classification, qui s'est peu à peu affiné pendant le processus et qui a été finalisé dans le cadre d'un codage manuel des données. En fin de compte, on a pu définir tant des sujets principaux supérieurs que des sujets secondaires affectés en conséquence, qui ont formé un système de catégories ; celui-ci a été utilisé comme support pour continuer l'analyse quantitative et qualitative du dialogue du gouvernement fédéral avec les citoyens sur l'avenir de l'Europe. Sur la base de ce système de catégories, un réseau artificiel de neurones a été entraîné ; durant la suite du processus d'évaluation, ce dernier a pu traiter automatiquement les nouveaux textes qui étaient ajoutés et les classer dans le schéma de catégories ainsi obtenu.

En fin de compte, grâce à l'utilisation de l'extraction de connaissances, on a pu identifier dans les protocoles de résultats et les questionnaires remplis 3 900 notions ou combinaisons de mots, et celles-ci ont pu être regroupées dans 267 groupes de mots. Au cours de l'affinement de la catégorisation, ces regroupements de base ont été classés lors d'une étape intermédiaire en 87 sujets secondaires et, au plus haut niveau, en quatorze sujets politiques choisis, cinq valeurs morales et trois domaines de constitution institutionnelle. Pour reproduire avec fidélité la complexité des textes soumis, certains groupes de mots ou sujets secondaires ont pu être attribués à plusieurs sujets principaux. Ce **schéma de catégories** a donc constitué le cadre de l'analyse qualitative et quantitative du dialogue du gouvernement fédéral avec les citoyens sur l'avenir de l'Europe.